

CONSEIL INTERCOMMUNAL

Procès-verbal No 03/2025

Date : Jeudi 26 juin 2025 à 18h30

Lieu : Aula du Collège Courbet – Allée Gertrude Montet Girard 1 – 1814 La Tour-de-Peilz

Présidence : Héraclès Dellas (La Tour-de-Peilz)

Scrutatrices : Mathias Ekah (Montreux) - Muriel Higgy-Schmidt (Vevey)

Présent(e)s : 51 conseillères et conseillers sur 62 membres assermentés

Excusé(e)s : 10 conseillères et conseillers

Absent(e)s : 1 conseillères et conseillers

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Assermentations de
 - 3.1 Madame Catherine Morel-Roberti (Montreux), en remplacement de Monsieur Murat Karakas (démissionnaire)
 - 3.2 Monsieur Oliver Ghorayeb (Vevey), en remplacement de Monsieur Nicolino Berardocco (démissionnaire)
 - 3.3 Madame Caroline Gigon (Vevey), en remplacement de Monsieur Yvan Luccarini
 - 3.4 Monsieur Rolf Ingold (Blonay – Saint-Légier), en remplacement de Madame Laura Ferilli
 - 3.5 Monsieur Quentin Schär (Corsier), en remplacement de Madame Arianne Rouge
4. Approbation du procès-verbal No 02/2025 de la séance du 10 avril 2025
5. Communications du Bureau
6. Correspondance
7. Dépôt et développement de motions, postulats, interpellations et projets
8. Préavis du Comité de direction
 - 8.1 Budget 2026 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 03/2025)
9. Communications du Comité de direction :
 - 9.1 Réponse à l'interpellation de Monsieur le Conseiller intercommunal Yvan Cornu (Vevey) et consorts, intitulée : « Prévention du trafic de stupéfiants en parallèle du projet de vidéosurveillance à Vevey » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 04/2025)
 - 9.2 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey), intitulée : « Frais supplémentaires appliqués depuis 2025 pour les paiements du parking via l'application Paybyphone à Vevey » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 05/2025)
 - 9.3 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey), intitulée : « Interpellation sur l'utilisation et de l'usage des cloud, courriels, photos et internet y compris l'utilisation de l'AI au sein de l'ASR » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 07/2025)

- 9.4 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Susanne Lauber Fürst (Montreux), intitulée « Camping sauvage prolongé sur le territoire de la Riviera Vaudoise, en particulier dans des camping-cars sur le domaine public » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 06/2025)
- 9.5 Communication orale relative à la question de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey) concernant la prise de position de l'ASR à l'égard du préavis municipal relatif aux caméras de vidéosurveillance
10. Rapports des commissions
- 10.1 Rapport relatif aux comptes 2024 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 01/2025) (Rapp. : M. Piero Negro, Président)
- 10.2 Rapport relatif à la gestion 2024 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 02/2025) (Rapp. : M. Piero Negro, Président)
11. Election à la Présidence du Conseil intercommunal pour l'année 2025-2026
12. Election à la Vice-présidence du Conseil intercommunal pour l'année 2025-2026
13. Election de deux scrutateurs ou scrutatrices pour l'année 2025-2026
14. Election de deux scrutateurs suppléants ou scrutatrices suppléantes pour l'année 2025-2026
15. Autres objets s'il y a lieu

M. le Président Héraclès Dellas (La Tour-de-Peilz) ouvre la séance et salue l'ensemble des personnes présentes, le public, les représentants de l'ASR et de la presse, ainsi que l'agent de proximité. Il souhaite des débats sereins, qui respectent la diversité des opinions.

1. APPEL

Excusé(e)s : Evelyne Chevallaz Belotti (Blonay – Saint-Légier) – Joey Fares (Blonay – Saint-Légier) – Corinne Cagnard (Chardonne) – Anne Ducret (Chardonne) – Jacques Marmier (Corseaux) – Nicolas Luyet (Corsier) – Jean Signori (Jongny) – Dominique Vaucoret (La Tour-de-Peilz) – Frédéric Vallotton (Vevey) – Viviane Schweizer Ronnerstroem (Veytaux)

Absent(e)s : Jérôme Ghedira (Corsier)

M. Christian Kaelin (Corsier), membre du Comité de direction, est excusé.

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer. Conformément à l'art. 55 RCI, le Conseil intercommunal a été régulièrement convoqué. Les conseillères et conseillers ont reçu l'ordre du jour et les documents nécessaires au bon déroulement de la séance dans les délais réglementaires. M. le Préfet a reçu un exemplaire de la convocation.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour :

- 7.1 Interpellation de Monsieur Cédric Bussy (Vevey) : « Pour construire notre future « maison de la sécurité » sur des fondations solides ! »
- 9.1 Communication orale du Comité de direction - Nomination du nouveau Directeur et Secrétaire du Comité de direction de l'Association de communes Sécurité Riviera, dès le 1er octobre 2025
- 9.2 Communication orale du Comité de direction - Démission du Commandant de l'ORPC Riviera

La numérotation des autres communications du Comité de direction est modifiée en conséquence.

La parole n'est pas demandée. Au vote, l'ordre du jour est accepté à une large majorité (une abstention), tel qu'amendé.

3. ASSERMENTATIONS

- 3.1 Madame Catherine Morel-Roberti (Montreux), en remplacement de Monsieur Murat Karakas (démissionnaire)**
- 3.2 Monsieur Oliver Ghorayeb (Vevey), en remplacement de Monsieur Nicolino Berardocco (démissionnaire)**
- 3.3 Madame Caroline Gigon (Vevey), en remplacement de Monsieur Yvan Luccarini**
- 3.4 Monsieur Rolf Ingold (Blonay – Saint-Légier), en remplacement de Madame Laura Ferilli**
- 3.5 Monsieur Quentin Schär (Corsier), en remplacement de Madame Arianne Rouge**

Conformément à la procédure réglementaire, M. le Président donne lecture du serment prescrit par la loi, puis Mme Catherine Morel-Roberti (Montreux), Mme Caroline Gigon (Vevey), M. Oliver Ghorayeb (Vevey) et M. Rolf Ingold (Blonay – Saint-Légier) prêtent serment.

M. le Président leur souhaite la bienvenue au sein du Conseil intercommunal. M. Quentin Schär (Corsier) étant à nouveau absent, son assermentation est reportée à la séance du 25 septembre 2025. En cas de troisième absence, il sera réputé démissionnaire et la commune de Corsier devra élire une autre personne pour le remplacer.

4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL NO 02/2025 DE LA SÉANCE DU 10 AVRIL 2025

La parole n'est pas demandée. Au vote, le procès-verbal No 02/2025 de la séance du 10 avril 2025 est adopté à l'unanimité, avec remerciements à la secrétaire.

5. COMMUNICATIONS DU BUREAU

Nous avons reçu la démission, au 30 juin 2025, de Mme Viviane Schweizer Ronnerstroem (Veytaux), et celle de M. Murat Karakas (Montreux), avec effet immédiat.

6. CORRESPONDANCE

Néant.

7. DÉPÔT ET DÉVELOPPEMENT DE MOTIONS, POSTULATS, INTERPELLATIONS ET PROJETS

8.1 Interpellation de Monsieur Cédric Bussy (Vevey) : « Pour construire notre future « maison de la sécurité » sur des fondations solides ! »

M. Cédric Bussy (Vevey) donne lecture de cette interpellation, qui est soutenue réglementairement et dont le texte est le suivant :

« Nous avons toutes et tous eu le plaisir de constater que le projet stratégique sur le futur « Dispositif régional et maison de la sécurité publique » avance. Lors de la dernière séance du Conseil, nous avons été informés de 3 variantes d'implantations possibles pour le bâtiment principal, à savoir : « En Saus-saz », « Aux Foges » et « Le Pré-au-Blanc ».

Toutes trois ont leurs avantages et inconvénients, mais sont considérées à ce stade comme réalisables et adéquates sur le plan opérationnel.

Le Comité Directeur a fait preuve d'une importante transparence sur ses réflexions, ce que les interpellants tiennent ici à saluer. Le dialogue instauré, notamment au sein de la commission consultative, est exemplaire.

Toutefois, force est de constater qu'à l'aube de cette décision absolument stratégique et décisive pour notre association de communes, et au vu des enjeux politiques, financiers mais aussi symboliques liés

aux différentes variantes, des informations nous manquent pour défendre le futur choix auprès de nos pairs des Conseils communaux des communes membres.

Nous constatons que deux sites sont sur parcelles publiques alors qu'un site appartient à un privé, avec des impacts possibles en matière financière (DDP, loyer pour le terrain, etc.), mais aussi des impacts quant à notre liberté de manœuvre.

Les possibilités en matière d'accessibilité en transport public sont différentes entre les sites et peuvent impliquer certains aménagements urbains. Un des sites entrainerait même un référendum spontané, un autre, le site de « Pré-au-Blanc », est aussi situé dans une zone considérée comme stratégique pour la région et alimente régulièrement les débats politiques.

En synthèse, le choix du site va amener des investissements initiaux différents, des coûts annuels différents, des flux de mobilité différents... et une faisabilité politique différente. Pourtant, malheureusement, aucune étude comparative indépendante n'est pour l'heure fournie.

C'est pourquoi nous vous prions de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

- Est-il prévu d'établir une étude comparative des différents sites par un prestataire indépendant. Si ce n'est pas le cas, pour quel motif ?
- Le choix du site implique-t-il un montage financier différent, notamment quant à l'investissement initial nécessaire (p. ex. achat de terrain vs paiement d'un loyer), les coûts annuels engendrés pour l'ASR et les communes, ainsi que la participation d'un éventuel co-financeur ? Si c'est le cas, merci de détailler les montages financiers envisagés. • Quels sont les avantages, inconvénients et mesures à prendre (notamment les investissements en matière d'aménagement urbain dans les alentours) des différents sites en matière d'accessibilité en transport public et mobilité douce.
- Les besoins en place de stationnement seraient-ils identiques sur les 3 sites ?
- Au vu des différences de volumétrie disponible ainsi que des contraintes sécuritaires (notamment liées à l'OPAM), les différents sites permettent-ils un hébergement des différents services d'ASR dans les mêmes proportions ou certains sites induisent-ils un degré différent de décentralisation ? Les prestations de service à disposition du personnel seraient-elles comparables (p.ex. espace de coworking, dojo, etc.) ?
- Quelles sont les positions des différentes municipalités hôtes potentielles (Montreux et Blonay – Saint-Légier) sur les variantes envisagées ?
- Quelle est la planification et temporalité de projet envisagée, notamment dans quel délai le dépôt d'un préavis est-il envisagé et quel horizon de réalisation est espéré ?

En vous remerciant pour la considération portée à ces questions. »

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) remarque que le Comité de direction a déjà répondu à tout ou partie d'un ensemble de questions, ce qui permettra de nuancer les propos qu'il apportera dans sa réponse lors d'une prochaine séance. Au vu de l'avancement des réflexions et des études en cours, il ne pourra toutefois pas donner toutes les informations en une fois. Le Comité de direction travaille sur trois axes simultanés pour essayer de trouver la solution la moins mauvaise, pour ne pas dire la meilleure. Il y a l'axe opérationnel, avec des études extérieures déjà été menées pour connaître quels sont les sites les mieux situés et les plus adaptés. Le 2^e axe relève de l'urbanisme et de la mobilité et concerne les possibilités de construction sur les sites, les accès, etc. Le 3^e axe est évidemment le modèle financier qui serait le nôtre, y compris avec d'éventuels partenaires-financeurs.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close. Le Conseil intercommunal recevra une réponse écrite du Comité de direction au sujet de cette interpellation.

8. PRÉAVIS DU COMITÉ DE DIRECTION

8.1 Budget 2026 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 03/2025)

La parole n'étant pas demandée, cet objet est renvoyé à la commission de gestion.

9. COMMUNICATIONS DU COMITÉ DE DIRECTION

9.1 Communication orale du Comité de direction - Nomination du nouveau Directeur et Secrétaire du Comité de direction de l'Association de communes Sécurité Riviera, dès le 1er octobre 2025

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) rappelle qu'à la suite de la démission de M. Frédéric Pilloud, effective au 30 avril dernier, le Comité de direction a mis en place un processus de recrutement. Une délégation du Comité de direction a participé à l'entier des réflexions, du cahier des charges aux entretiens, jusqu'à l'audition des deux dernières personnes candidates par l'ensemble du Comité de direction. Il a le plaisir de présenter M. Clément Leu qui, jusqu'à la fin du mois de septembre, occupe la fonction de directeur à la Police Région Morges. Âgé de 49 ans, il a effectué une formation à l'Académie militaire de l'EPFZ, suivie d'une carrière de militaire professionnel. Il a œuvré 14 ans comme sapeur-pompier volontaire dans la Broye avant de rejoindre la Police Région Morges, dont il assume le commandement depuis six ans. Il occupe par ailleurs la co-présidence de la Société des Chefs de Police des Villes de Suisse. Il a donc une expérience de près de 30 ans dans le domaine de la sécurité. Il précise que le Comité de direction ne recherchait pas forcément une personne spécialisée dans la sécurité, mais avant tout forte en management et leadership.

M. Clément Leu se dit extrêmement reconnaissant aux membres du Comité de direction pour la confiance témoignée par leur choix. Il aborde cette fonction avec humilité et une grande motivation. Il se réjouit de travailler pour la sécurité de la région, pour sa population. C'est une manière pour lui de s'intégrer dans le tissu social de la région, qu'il vient de rejoindre avec sa famille, dans une fonction magnifique au sein de l'ASR, qu'il considère comme une association au caractère assez unique.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.2 Communication orale du Comité de direction - Démission du Commandant de l'ORPC Riviera

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) annonce que M. François Fleuti, Commandant de l'ORPC Riviera, quittera ses fonctions le 30 septembre prochain. À compter du 1er octobre 2025. Il rejoindra l'État de Vaud au sein du Service de la sécurité civile et militaire en qualité de Commandant cantonal de la Protection civile.

Le Comité de direction de l'ASR prend acte de la démission de M. François Fleuti et lui exprime sa profonde gratitude pour travail accompli et les contributions qu'il a apportées au bon fonctionnement et au développement de l'ASR. Monsieur Fleuti a joué un rôle déterminant dans le bon fonctionnement de l'Association, contribuant notamment à la bonne gestion des périodes d'activité intense comme la Fête des Vignerons, la crise liée à la pandémie de COVID-19, les conséquences liées à la guerre en Ukraine et les menaces de pénurie énergétique.

Nous lui adressons tous nos vœux de succès pour cette nouvelle étape de sa carrière professionnelle. Sa contribution a été précieuse pour l'ASR et nous sommes heureux de savoir que nous continuerons à pouvoir collaborer avec lui dans son nouveau rôle.

Le Comité de direction sait pouvoir compter sur le soutien et le professionnalisme de l'ensemble du personnel de l'ORPC Riviera pour garantir la continuité des missions et mener à bien l'ensemble des prestations en faveur de la population.

Afin d'assurer une transition fluide et de favoriser la poursuite des activités et projets de l'Association, un processus de recrutement sera initié dans les meilleurs délais. Dans l'intervalle, la suppléance sera assurée par M. Philippe Nicole, actuel Chef EM et remplaçant du Commandant.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.3 Réponse à l'interpellation de Monsieur le Conseiller intercommunal Yvan Cornu (Vevey) et consorts, intitulée : « Prévention du trafic de stupéfiants en parallèle du projet de vidéo-surveillance à Vevey » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 04/2025)

M. Yvan Cornu (Vevey) remercie le Comité de direction pour sa réponse écrite à son interpellation. Il formule toutefois trois remarques :

1. Cette réponse confirme qu'aucune autre expérience comparable n'existe ni dans le canton, ni en Suisse, ni même ailleurs, quant aux conséquences et aux résultats d'un dispositif de cette ampleur. Si tel avait été le cas, on peut raisonnablement penser que Police Riviera s'en serait inspirée, en tirant parti des bonnes pratiques et en anticipant les effets collatéraux liés à l'installation de plus de 40 caméras dans un périmètre aussi restreint. Ici, aucune anticipation n'était possible.

2. Si la Ville de Vevey et l'ASR jouent un rôle de pionniers, assurer un suivi régulier du dispositif, fondé sur des indicateurs pertinents, paraît essentiel afin d'évaluer son efficacité. En informer la population, qui finance ce projet à hauteur de CHF 800'000.-, sans compter les quelque CHF 150'000.- de charges annuelles de fonctionnement, est tout aussi fondamental. Cette transparence s'impose également vis-à-vis des responsables politiques de la région, d'autres communes, voire d'autres cantons ou pays, qui pourraient tirer des enseignements de cette expérience dans leurs futures politiques publiques. Sur le point du suivi, de l'évaluation et de la communication, la réponse du Comité de direction lui semble à la fois imprécise et insuffisante.

3. Le Comité de direction indique que les dealers privilégient des lieux qui offrent un minimum de confort (abri, nourriture, possibilité de recharger un téléphone portable, voies de fuite). S'ils ne trouvent plus ces conditions à Vevey, la crainte est qu'ils se déplacent vers d'autres gares ou localités voisines.

Il remercie le Comité de direction pour les éléments fournis, mais exprime à nouveau le souhait que cette opération soit rigoureusement suivie, analysée, et que ses résultats soient largement diffusés. Dernière remarque au niveau de l'anticipation et de la mobilité des dealers de rue : lorsqu'une patrouille de Police Riviera est présente à la gare de Vevey, les dealers se replient fréquemment sur la place Robin.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.4 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey), intitulée : « Frais supplémentaires appliqués depuis 2025 pour les paiements du parking via l'application Paybyphone à Vevey » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 05/2025)

Mme Sarah Dohr (Vevey) se dit très satisfaite de cette réponse détaillée, qu'elle pourra transmettre à ses compatriotes veveysans. Dans la proposition jointe à la réponse, elle constate toutefois des pourcentages qui l'interpellent. On apprend que nous avons un contrat avec une société qui prend 4% sur le montant total de l'encaissement, y compris 1,8% des recettes de stationnement. Elle ne comprend pas cette question des pourcentages et souhaite obtenir des éclaircissements à ce sujet.

M. Sébastien Piu, directeur ad intérim, explique que l'ancien contrat qui nous liait à cette société prévoyait un commissionnement à hauteur de 1,8% et que le nouveau contrat prévoit un taux différent. Nous avons dû nous adapter aux taux du marché, qui ont passablement augmenté, évidemment avec un processus de marchés publics, autant à l'époque que pour le contrat actuel.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.5 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey), intitulée : « Interpellation sur l'utilisation et de l'usage des cloud, courriels, photos et internet y compris l'utilisation de l'AI au sein de l'ASR » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 07/2025)

Mme Sarah Dohr (Vevey) se dit surprise de cette réponse. On apprend qu'à ce jour, les employés ne sont pas formés, contrairement à ce qui se pratique dans le privé ou à l'État de Vaud. À son sens, cette formation paraît absolument nécessaire. Elle est satisfaite toutefois de constater qu'un règlement

interne existe relatif à l'usage de l'informatique. Cette interpellation permettra au nouveau directeur de voir où il est vraiment urgent d'agir.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.6 Réponse à l'interpellation de Madame la Conseillère intercommunale Susanne Lauber Fürst (Montreux), intitulée « Camping sauvage prolongé sur le territoire de la Riviera Vaudoise, en particulier dans des camping-cars sur le domaine public » déposée lors de la séance du 10 avril 2025 (Communication No 06/2025)

Mme Susanne Lauber Fürst (Montreux) remercie le Comité de direction pour ces réponses. On apprend que c'est aux communes de mettre en place la signalisation. Parce qu'on a certains abus, c'est peut-être le moment que les communes, et les membres du Conseil intercommunal, prennent ce dossier en main, notamment pour le parking de la Maladaire. Mais elle a déjà pu constater que davantage d'agents passent sur place, ce qui a déjà eu un bon effet.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

9.7 Communication orale relative à la question de Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr (Vevey) concernant la prise de position de l'ASR à l'égard du préavis municipal relatif aux caméras de vidéosurveillance

M. Bernard Degex (Blonay-Saint-Légier) communique les informations suivantes :

« Lors de la séance du Conseil intercommunal du 10 avril dernier, Madame la Conseillère Sarah Dohr (Vevey) remarquait qu'en date du 24 mars 2025, le Conseil communal de Vevey avait reçu une communication concernant une prise de position à l'égard du préavis municipal relatif aux caméras de vidéosurveillance, dans laquelle l'ASR se prononçait positivement.

Il est relevé que cette communication ne portait ni logo ni signature de l'ASR.

Madame la Conseillère intercommunale Sarah Dohr souhaite savoir si l'ASR a envoyé une lettre et, dans l'affirmative, pouvoir obtenir cette lettre.

Le Comité de direction précise à ce propos que la prise de position de l'ASR sur le projet de la Ville de Vevey relatif à la vidéosurveillance n'a pas fait l'objet d'une lettre, mais d'un courrier électronique adressé aux autorités veveysanes.

Par souci de transparence et de clarté, le Comité de direction entend communiquer au Conseil intercommunal le contenu de ce courriel, dont la teneur est précisément la suivante :

« Position de l'Association Sécurité Riviera (ASR) sur le projet de la Ville de Vevey relatif à la vidéosurveillance.

Le Conseil communal de Vevey se prononcera le 27 mars prochain sur le Préavis d'installation de vidéosurveillance dans le périmètre de la gare et ses abords. L'Association Sécurité Riviera considère que cette mesure contribuera à renforcer le sentiment de sécurité et à lutter contre le phénomène du deal de rue.

Depuis de nombreuses années, d'abord dans le secteur du giratoire de Nestlé, puis à la gare et ses environs, Police Riviera lutte contre le deal de rue en collaboration avec la Police cantonale vaudoise. Les actions de visibilité quotidiennes déployées par les policiers de la Riviera visent à renforcer le sentiment de sécurité, à prévenir les délits et à dénoncer toutes les infractions constatées lors de nombreux contrôles de personnes s'adonnant au trafic de produits stupéfiants. Police Riviera dénonce ainsi aux autorités compétentes toutes les infractions se rapportant à la Loi sur les stupéfiants et la Loi sur les étrangers et l'intégration.

De nombreux habitants et voyageurs se plaignent quotidiennement du sentiment d'insécurité régnant à la gare et ses abords. Ils déplorent une péjoration de l'image de la Ville de Vevey dans ce secteur où de

nombreux touristes transitent. C'est la raison pour laquelle Police Riviera planifie d'importantes ressources afin de lutter contre le phénomène, de jour comme de nuit. Si ces actions quotidiennes peuvent déstabiliser « le milieu », les limites auxquelles tous les partenaires concernés par ce fléau sont confrontés ne permettent malheureusement pas d'obtenir les résultats escomptés.

La Municipalité de Vevey a dès lors développé une stratégie complète et adopté un train de mesures ayant pour objectif d'améliorer significativement la situation. Le projet d'installation de vidéosurveillance en fait partie et il est accueilli favorablement par l'ASR et son Service de police. Cette mesure contribuera assurément à renforcer le sentiment de sécurité dans le périmètre de la gare et éviter la commission d'actes délictueux.

En cas d'infraction, seule la séquence relative aux faits incriminés pourra être visionnée et exploitée par la police pour les besoins de l'enquête. Toutes ces opérations de visionnement s'opéreront dans le strict respect des règles légales en vigueur, l'ensemble du processus nécessitant la validation formelle de la Préfecture et étant soumis au contrôle de l'autorité de protection des données personnelles.

L'ASR et son Service de police estiment ainsi utile de communiquer aux autorités et à la population leur position au sujet de ce projet d'installation de vidéosurveillance. »

Le Comité de direction espère ainsi avoir pu fournir à Mme Sarah Dohr (Vevey) les éléments de réponse souhaités.

Mme Sarah Dohr (Vevey) le remercie pour ces informations. Elle en profite pour relayer un message de la fondation AACTS, qui a donné une formation aux agents de police dans le domaine de l'approche des toxicomanes. Le retour est que nos policiers sont extrêmement doués, compétents et ouverts. Elle tenait à faire part de ces félicitations.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

10. RAPPORTS DES COMMISSIONS

10.1 Rapport relatif aux comptes 2024 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 01/2025) (Rapp. : M. Piero Negro, Président)

La parole n'est pas demandée sur le rapport de la commission de gestion. M. le Président propose de voter les comptes en bloc.

M. Tal Luder (Montreux) se demande si cette proposition est réglementaire. Il souhaite que le Conseil intercommunal se prononce.

Au vote, la proposition de voter les comptes en bloc est acceptée à la quasi-unanimité (une abstention).

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

M. Piero Negro (La Tour-de-Peilz), président de la commission de gestion, donne lecture des conclusions de son rapport.

Au vote, les conclusions du préavis sont adoptées à une large majorité (une abstention), comme suit :

Le Conseil intercommunal Sécurité Riviera

Vu le préavis No 01/2025 du Comité de direction du 22 mars 2025 sur les comptes 2024 de l'Association de communes Sécurité Riviera,

Vu le rapport de la commission de gestion chargée d'étudier cet objet,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

- d'approuver les comptes de l'exercice 2024, dont les charges brutes s'élèvent à CHF 44'888'023.59, les revenus à CHF 25'067'342.10, pour une charge totale à répartir de CHF 19'820'671.49 ;
- d'en donner décharge au Comité de direction.

10.2 Rapport relatif à la gestion 2024 de l'Association Sécurité Riviera (Préavis No 02/2025) (Rapp. : M. Piero Negro, Président)

La parole n'est pas demandée concernant le rapport de la commission de gestion. M. le Président propose de voter le rapport de gestion en bloc. *(Aucune objection de la part du Conseil intercommunal)*

M. Piero Negro (La Tour-de-Peilz), président de la commission de gestion, donne lecture des conclusions de son rapport.

Au vote, les conclusions du préavis sont adoptées à une large majorité (une abstention), comme suit :

Le Conseil intercommunal Sécurité Riviera

Vu le rapport du Comité de direction sur sa gestion 2024,

Vu le rapport de la commission de gestion chargée d'étudier cet objet,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

d'approuver la gestion relative à l'exercice 2024 et d'en donner décharge au Comité de direction.

M. le Président remercie la commission de gestion pour son excellent travail.

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) tient, au nom du Comité de direction, à remercier la commission de gestion pour son excellent travail. Les questions sont précises, cela permet aux différents services - qu'il remercie aussi pour le travail effectué - de donner des indications les plus précises possibles, pour le bien de toutes et tous. C'est un plaisir de travailler avec cette commission de gestion.

11. ÉLECTION À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL INTERCOMMUNAL POUR L'ANNÉE 2025-2026

Au nom du groupe d'Amont, Mme Corinne Borloz (Corseaux) présente la candidature de M. Serge Luzio (Corseaux) : « Cette année, le groupe Amont innove. J'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui la candidature de M. Serge Luzio à la présidence du Conseil intercommunal de l'Association Sécurité Riviera pour l'année politique 2025-2026. Il dispose du temps, de l'expérience et surtout d'une réelle motivation pour s'engager dans cette fonction. Depuis deux ans, il siège en tant que délégué de Corseaux au sein de notre Conseil intercommunal. Il a pu constater la qualité et le sérieux de nos débats, et il est convaincu du rôle central que joue l'ASR dans la sécurité et la qualité de vie de notre région. Au Conseil communal de Corseaux, M. Luzio est président de la commission PACom et membre de la commission de gestion. Il réside à Corseaux depuis 44 ans. Son parcours professionnel est riche : après avoir exercé des fonctions de direction dans plusieurs établissements bancaires suisses et internationaux, il a cofondé en 2010 une société de conseil en réglementation bancaire, qu'il a accompagnée jusqu'en 2024. Ces expériences lui ont permis de développer des compétences solides en gestion, en organisation et en gouvernance. Il souhaite aujourd'hui mettre cette expertise au service de l'ASR. Je vous remercie de votre attention et vous invite à considérer sa candidature avec bienveillance. »

Au nom du groupe d'Amont, Mme Sandrine Félix (Jongny) présente la candidature de M. Rodrigo Leal (Jongny) : « Rodrigo Leal est ingénieur électricien de formation, également diplômé en gestion d'entreprise. Âgé de 65 ans, marié et père de quatre enfants, il est aujourd'hui jeune retraité. Il a exercé la fonction de sapeur-pompier et s'engage activement dans la vie associative et communale. Il est membre du comité de l'AVIVO Vevey et région, où il aide bénévolement à remplir des déclarations d'impôts. Conseiller communal à Jongny depuis 1998, il siège dans plusieurs commissions : gestion, finances, ASICC, SIGE et ASR. À l'ASR, il est membre de la commission de gestion, président du groupe Amont et actuel vice-président de notre association. En continuité avec le mandat qu'il occupe et conformément à la coutume, il souhaite pouvoir occuper la fonction de président. »

Il n'y a pas d'autres propositions. Compte tenu du fait que deux candidatures sont présentées, le scrutin se déroule à bulletin secret, comme le prévoit le règlement du Conseil intercommunal.

Résultat du scrutin :

<u>Bulletins délivrés</u>	<u>Bulletins rentrés</u>	<u>Bulletins nuls</u>	<u>Bulletins valables</u>	<u>Bulletins blancs</u>	<u>Majorité absolue</u>
51	51	0	51	2	26

M. Rodrigo Leal (Jongny) est élu à la présidence du Conseil intercommunal pour l'année 2025-2026 par 29 voix. M. Serge Luzio (Corseaux) obtient 19 suffrages ; il y a une voix éparse.

12. ÉLECTION À LA VICE-PRÉSIDENCE DU CONSEIL INTERCOMMUNAL POUR L'ANNÉE 2025-2026

Au nom du groupe de Montreux, M. Hervé Devenoge (Montreux) présente la candidature de Mme Susanne Lauber Fürst (Montreux) : « Le groupe de Montreux a le plaisir de vous présenter la candidature de Mme Susanne Lauber Fürst. Mme Lauber Fürst est conseillère communale à Montreux depuis 2011, elle est présidente de notre groupe pour l'ASR. Elle est aussi membre, au niveau de l'ASR, de la commission consultative de la Maison de la sécurité publique. C'est donc une personne très impliquée, très active au sein de l'ASR. Elle est mariée, elle a trois enfants. Habitante de Brent depuis 2000, elle est d'origine bâloise. Mme Lauber Fürst est biologiste et avocate de formation. Depuis 20028, elle gère une entreprise avec cinq collaborateurs, société basée à Montreux, active dans l'innovation scientifique et technologique. Je vous propose donc de la soutenir. »

Il n'y a pas d'autre candidature. Conformément à l'article 11, al. 3 de la Loi sur les communes et à l'art. 49, al. 3 RCI et personne ne s'opposant à cette manière de procéder, Mme Susanne Lauber Fürst (Montreux) est élue de manière tacite et par acclamation à la vice-présidence du Conseil intercommunal pour l'année 2025-2026.

13. ÉLECTION DE DEUX SCRUTATEURS OU SCRUTATRICES POUR L'ANNÉE 2025-2026 **14. ÉLECTION DE DEUX SCRUTATEURS SUPPLÉANTS OU SCRUTATRICES SUPPLÉANTES POUR L'ANNÉE 2025-2026**

M. le Président propose de traiter ces deux points en bloc. (*Aucune objection de la part du Conseil intercommunal*)

Les candidatures de Mme Anna Iamartino (Vevey) et de M. Héraclès Dellas (La Tour-de-Peilz) sont présentées pour les postes de scrutateurs au nom des groupes Vevey et La Tour-de-Peilz.

Les candidatures de M. Jacques Sauvonnnet (Vevey) et de M. Denis Champier (La Tour-de-Peilz) sont présentées pour les postes de scrutateurs suppléants au nom des groupes Vevey et La Tour-de-Peilz.

Sans autre proposition, Mme Anna Iamartino (Vevey) et M. Héraclès Dellas (La Tour-de-Peilz) sont élus respectivement scrutatrice et scrutateur, de même que M. Jacques Sauvonnnet (Vevey) et M. Denis

Champier (La Tour-de-Peilz) sont élus scrutateurs suppléants pour l'année 2025-2026 de manière tacite et par acclamation.

15. AUTRES OBJETS S'IL Y A LIEU

Mme Viviane Huber (La Tour-de-Peilz) souhaite partager une réflexion à la suite de l'incompréhension ressentie par une amie après une agression sur les quais de Vevey. Celle-ci profitait d'un moment de sérénité lorsqu'un individu l'a abordée. Ne recevant pas de réponse, il a commencé à l'insulter et à tenir des propos sexuels particulièrement explicites. Choquée, elle n'a su quoi dire ou faire. Elle a contacté le 117, mais la personne qui a pris l'appel n'a probablement pas mesuré sa détresse. Elle aurait souhaité qu'on se soucie d'elle, qu'on lui dise que la police allait arriver, que tout allait bien se passer. Au lieu de cela, la personne du 117 a juste indiqué qu'elle prenait note. Les policiers sont arrivés le plus rapidement possible, une heure plus tard. L'individu était toujours dans les environs ; les agents l'ont contrôlé et il a pu repartir chez lui. Son amie est choquée, sa seule option est de porter plainte contre une personne apparemment déjà connue des services de police, qui opère souvent sur les quais et ne risque qu'une amende. Certes, des procédures sont à respecter et le délai d'action dépend du triage, mais pourrait-on imaginer une présence policière plus importante le long des quais pendant Dolce Riviera, pour que les femmes se sentent davantage en sécurité et que les personnes mal intentionnées réfléchissent à deux fois avant d'agir de façon répréhensible ?

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) prend note de ce divers qui n'est pas anodin. Le journal des appels permettra de comprendre comment les choses se sont passées pour essayer d'objectiver la situation. L'idéal serait évidemment de pouvoir renforcer la présence policière en période de beau temps, notamment pendant Dolce Riviera, mais avec les renforcements souhaités dans différents points, autant à la gare de Vevey qu'au bord du lac ou dans les communes du haut, cela va devenir délicat en termes d'effectifs. Mais peut-être que la réponse du 117 aurait effectivement pu être différente. Il reviendra devant le Conseil avec une réponse plus précise.

M. Piero Negro (La Tour-de-Peilz) remarque que dimanche dernier s'est tenu le Lavaux Up, qui a connu un grand succès populaire. Malheureusement, des motards de la police circulaient sur le tronçon concerné. Est-ce vraiment indispensable ? Oui pour une intervention urgente, mais dans la mesure du possible, ne serait-il pas préférable d'avoir plutôt des policiers à vélo ?

Mme Sarah Dohr (Vevey) a constaté il y a quelques semaines que la police utilise un nouveau radar, comme une grosse poubelle noire, qui flashe dans les deux sens. Est-ce que cette nouvelle génération de radar fait partie du projet SAT discuté par le Conseil intercommunal au mois d'avril lorsqu'il a approuvé la nouvelle infrastructure informatique ?

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) ne se dit pas au courant de ce nouvel appareil. Mais vraisemblablement qu'il ne fait pas partie du projet SAT, puisque celui-ci n'a pas encore démarré, en tout cas pas sur le terrain. Il se renseignera et reviendra, le cas échéant, devant le Conseil.

Mme Corinne Borloz (Corseaux) aimerait avoir des informations au sujet de la task force demandée par les communes de Lausanne, Yverdon et Vevey.

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) répond que des opérations ont été mises en place, avec succès. En revanche, c'est la police cantonale qui coordonne cette task force et nous sommes quelque peu bridés en matière de communication. Mais il s'engage à présenter, lors de la prochaine séance, un état de situation de ce qui s'est passé depuis la fin de l'année dernière.

M. Fabrice Yerly (Montreux) remarque que plusieurs associations de communes fonctionnent dans la région, dont l'ASR et le SIGE. Un certain nombre de personnes sont membres des deux et cela génère parfois des conflits d'agendas, deux séances se déroulant en même temps. Une année compte beaucoup de jours ; une meilleure coordination serait donc la bienvenue.

M. Bernard Degex (Blonay – Saint-Légier) admet qu'il y a parfois des collisions de dates. On essaie de construire un agenda avec le moins de collisions possible, mais avec les week-ends, les vacances scolaires, les séances de Conseils communaux, de Municipalités, etc., on ne peut pas garantir que cela ne soit jamais le cas. Comme le SIGE a déjà publié son agenda 2026, on va tenter de se coordonner, mais les possibilités se réduisent comme peau de chagrin.

M. le Président, avant de clore la séance, remercie toutes les personnes, à leur niveau, pour le travail réalisé tout au long de son année de fonction. Il invite chacune et chacun à l'apéritif qui suit, organisé conjointement avec le SIGE, avantage cette fois de la collision des dates.

L'ordre du jour étant épuisé et la parole plus demandée, M. le Président lève la séance à 19h35. Celle-ci est suivie d'un apéritif de fin de présidence.

CONSEIL INTERCOMMUNAL

DE

L'ASSOCIATION DE COMMUNES SÉCURITÉ RIVIERA

Le Président
Héraclès **DELLAS**



La Secrétaire
Carole **DIND**

